

Tripoli, Libye, 27 août (Infosplusgabon) - Le ministre libyen de l'Intérieur du Gouvernement d'union nationale, Fathi Bachagha, s'est insurgé lundi soir contre le fait que la lutte contre le phénomène de l'immigration clandestine soit devenue un "fardeau" que la Libye supporte seule en l'absence du soutien des autres pays.

"Les Nations unies ont cessé de fournir une assistance pour le rapatriement des migrants clandestins dans leurs pays", a annoncé M. Bachagha lors d'une rencontre, lundi soir à Tripoli, avec une délégation du Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), soulignant que la Libye traitait le phénomène des migrations d'un "point de vue humanitaire".

Les autorités libyennes du gouvernement d'union nationale ont collaboré à la mise en œuvre d'un programme du HCR consistant au rapatriement volontaire des migrants coincés en Libye sur leur route vers l'Europe via la Méditerranée.

Initié en 2017, ce programme a permis jusqu'en 2018 de rapatrier plus de 30.000 migrants clandestins dans leurs pays respectifs, selon des statistiques du HCR.

Le ministre de l'Intérieur, Fathi Bachagha, a affirmé lors d'un entretien avec le Haut-commissaire adjoint des Nations unies pour les réfugiés, Kelly Clements, que "nous traitons ce phénomène de l'immigration clandestine d'un point de vue humanitaire et c'est un fardeau énorme à l'égard duquel les autres pays devraient coopérer avec nous pour atténuer ces souffrances", a rapporté un communiqué publié mardi par le Bureau d'information du ministère.

Il a insisté sur la nécessité de "ne pas surcharger la Libye à cet égard, d'autant plus qu'elle traverse des circonstances que personne n'ignore, cependant, nous coopérons avec les organisations internationales compétentes pour trouver des solutions à ce problème", selon la même source.

Lors de sa rencontre avec M. Bachagha, le Haut-commissaire adjoint des Nations unies pour les réfugiés a exprimé "sa joie de sa présence en Libye et a remercié la ministre pour les efforts déployés par le ministère de l'Intérieur pour prendre en charge et aider les réfugiés hébergés", a indiqué le communiqué.

On rappelle que le ministre de l'Intérieur, Fahthi Bachagha, a annoncé fin juillet, la fermeture des principaux centres d'hébergement pour migrants clandestins dans les régions de l'ouest, du centre et à Tripoli, en raison des souffrances rencontrées par les migrants et les risques qu'il encourent.

Le 2 juillet, une frappe aérienne a touché un centre d'hébergement pour migrants clandestins à Tajoura, banlieue est de Tripoli, tuant 53 personnes et en blessant 130 autres.

A noter que 5800 migrants sur les 600.000 qu'abrite la Libye se trouvent dans des centres d'hébergement pour migrants clandestins dont 3.800 se trouvent dans des centres situés à proximité des zones d'affrontements près de Tripoli en proie à des combats armés depuis le 4 avril dernier.

La Mission d'Appui des Nations unies en Libye (UNSMIL) coordonne avec les services compétents en Libye en vue de la mise en place d'une gestion alternative du dossier de l'immigration clandestine, en dehors des centres de détention pour migrants.

La multiplication des naufrages des embarcations des migrants clandestins ces derniers temps au large de la Libye avec la mort de plus de 100 personnes, a soulevé un vif émoi dans le monde mais sans que cela ne débouche sur des décisions pratiques pour traiter radicalement le phénomène de l'immigration clandestine à partir de la Libye.

Des centaines de migrants secourus en Méditerranée errent pendant des jours à bord de bateaux des organisations humanitaires sans trouver de ports d'accueil pour y débarquer en Europe.

Une situation qui prouve la poursuite de la politique de fuite en avant des pays de l'Union européenne à l'endroit de l'immigration clandestine alors qu'ils sont les principales destinations

des flux de migrants, selon des analystes.

FIN/INFOSPLUSGABON/OIL/GABON2019

© Copyright Infosplusgabon